



CDEN

Jeudi 6 juin 2019

Déclaration liminaire de la FSU



Ce CDEN de fin d'année se déroule dans des conditions particulièrement graves.

En effet, depuis plusieurs mois, les organisations syndicales, les fédérations de parents d'élèves et des collectifs de professeurs ne cessent de lutter contre les réformes du Ministre Blanquer qui n'ont pour but que de livrer l'École aux puissances néolibérales.

Cette mobilisation constante a permis la disparition du projet de création des **établissements des savoirs fondamentaux**. **Mais ce recul est insuffisant** : la loi « **pour une école de la confiance** » a été votée et certains aspects ont été aggravés par l'intégration d'amendements réactionnaires ; de plus, la réforme des lycées se met en place au détriment des personnels et de la jeunesse de notre pays.

C'est maintenant au tour de la loi qui a pour but de détruire l'ensemble des Fonctions Publiques de passer en force dans le cadre d'une procédure accélérée. Contrairement à la propagande gouvernementale, il ne s'agit pas de simples mesures ne concernant que la gestion des agents mais bien de nouvelles attaques contre les Services Publics. Les abandons de missions, les privatisations, le recours accru à la contractualisation, les procédures de rupture conventionnelle, les mutations forcées vont dénaturer le service rendu à la population qui devra payer désormais pour en bénéficier. Ce gouvernement n'a rien appris de la crise des gilets jaunes qui réclament notamment des Services Publics partout sur le territoire. Ce sont les plus pauvres et les plus fragiles qui en seront les victimes.

C'est pourquoi, face à un Gouvernement autoritaire qui sacrifie l'intérêt général à l'avidité et aux intérêts privés, **le SNUipp-FSU**, réuni en congrès à Perpignan, appelle les personnels des écoles à se mettre en grève et à se mobiliser le jeudi 13 juin, jour de l'ouverture de la commission mixte paritaire qui examine le projet de loi Blanquer pour l'école. Cette journée nationale de grève et de mobilisations permettra de réaffirmer l'exigence d'abandon de ce projet de loi et la nécessité d'une autre école. Elle permettra plus largement de refuser l'ensemble de la politique éducative conduite actuellement, notamment les injonctions pédagogiques des évaluations ou de la circulaire de rentrée ou encore la gestion calamiteuse des personnels incarnée à travers les dysfonctionnements du mouvement d'affectation des enseignants.

Par ailleurs, contraint par le refus du Ministre de dialoguer sur le fond, dans le cadre d'une intersyndicale large, soutenue par de nombreuses associations, **le SNES-FSU**, au sein de la FSU, appelle les personnels à se mettre en grève le 17 juin, ouverture de l'avant-dernier baccalauréat vraiment national (si la réforme est maintenue en l'état), jour des épreuves de philosophie et de français. Par cet acte exceptionnel et solennel, il ne s'agit pas de pénaliser les élèves comme voudrait le faire croire le Ministre, mais d'obtenir les conditions nécessaires pour leur assurer la meilleure éducation possible, confirmée par un diplôme national ne fermant pas les portes à certains du fait de leur origine sociale ou territoriale.

Cette grève est essentielle si nous voulons continuer à exercer nos métiers, travailler avec nos élèves des contenus formateurs, loin des logiques managériales funestes pour les équipes.

Si l'épreuve est perturbée, menant à son annulation et à la reconvoction des élèves, le ministre en portera l'entière responsabilité.

La FSU demande :

- une revalorisation des rémunérations ;
- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- le retrait des projets de loi « École de la confiance » et « Fonction publique » ;
- une baisse des effectifs ;
- des moyens pour l'inclusion en collège et lycée ;
- l'arrêt du management autoritaire renforcé par la possibilité accordée au chef d'établissement :
 - d'imposer deux HSA,
 - de donner un avis préalable sur les mutations et les promotions,
 - de mettre à pied un collègue 3 jours sans traitement.